

# *Et si la France disait non?*

La France va-t-elle dire non à la nouvelle Constitution européenne? C'est la question que se pose toute la classe politique en ce moment après des sondages montrant qu'une majorité est prête à dire non à la pièce centrale de la construction européenne dans un référendum qui aura lieu fin mai.

Ce bouleversement de situation – il y a quelques semaines le «oui» était considéré comme un fait accompli - est la suite d'une série de grandes manifestations contre le gouvernement. Les syndicats qui ont appelé à une grève nationale n'avaient pas d'axe de revendication précis et parmi les manifestants on a entendu un mélange de mobiles:

- On dit non à la Constitution européenne, non à la suppression des jours fériés. On manifeste pour dire non à la réforme des trente-cinq heures par le gouvernement Raffarin.

- Les trente-cinq heures, c'est une grande avancée sociale qui a permis, notamment, non seulement de maintenir des emplois mais, en plus, de créer des emplois. Et, aujourd'hui, avec le nombre de chômeurs que nous avons en France, il est inadmissible que l'on demande au salarié de faire des heures supplémentaires et de réaugmenter..., enfin de retoucher aux trente cinq heures.

Fait très remarqué, on a vu beaucoup de manifestants du secteur privé, par exemple ces employés du magasin Ikea:

- C'est un problème de salaire. On n'est pas assez payés. On optimise le temps de travail. C'est-à-dire qu'on nous en demande de plus en plus et il y a de moins en moins de personnel.

Et aussi, bien sûr, du secteur public:

- La poste ne pourra pas survivre comme elle est mais, eux, ils voient le profit, les profits, les gains de productivité et tout ça, au détriment du personnel. Nous, on est là pour que le personnel ne subisse pas ces gains de productivité. C'est tout.

Beaucoup ont fait la comparaison entre des profits énormes affichés par certaines grandes entreprises et la baisse du pouvoir d'achat des salariés. À Renault Trucks par exemple:

- Il y a des résultats exceptionnels mais les salariés ont du mal à palper\*. Surtout, alors bon, il y a eu différents résultats d'annoncer. Ils sont tous merveilleux. Mais pour les salariés, c'est pas le même résultat. On retrouve pas ce qui est annoncé sur nos fiches de salaire. Chez nous, il y a 1% de figé\* depuis 2 ans. Donc, voilà quoi ! Quand on a le chiffre des dix plus gros salaires, c'est en moyenne plus 20%, plus 10 %. Bon, il y a 2 mesures différentes, quoi ! Suivant où on est.

- Faut savoir qu'en 2004, les entreprises françaises n'ont jamais fait autant de bénéfices et les partages

***Protestors are on the streets again and the EU is the target.***

des bénéfiques, eh bien ils ne sont qu'à sens unique. C'est-à-dire que ce sont les actionnaires des grands groupes et les salariés ne bénéficient de rien.

- Ce qu'ils redistribuent, c'est le minimum qui est autorisé. Ils donnent pas plus que ce qu'on leur demande de donner, quoi!

Mais l'élément qui réunifie tout le monde est le rejet du discours des politiciens qui situe la source des problèmes dans les forces supranationales et donc hors contrôle. Un exemple concret? Ecoutez le discours d'un militant syndical de l'entreprise de chimie Rhodia. Il a vu son entreprise rachetée par un concurrent qui maintenant démantèle tout :

- Ils ont évacué tout ce qui est chimie lourde, chimie de base de leurs activités parce que ça gagne moins d'argent quoi. Mais ceci dit, la chimie, c'est quand même une activité qui a de l'avenir. On a des produits qui rentrent dans la vie courante de tout un chacun, qui sont utiles. Donc il y a un vrai problème de se désengager des activités qui sont utiles à la vie de tout le monde finalement, mais qui sont moins rentables. Enfin je pense qu'on ne peut pas vivre en faisant que de la pharmacie et des choses à hautes valeurs ajoutées. Il faut aussi faire des vêtements, il faut aussi que les gens puissent s'alimenter et, actuellement, moi, mon sentiment, c'est qu'on est en train de casser tout un tas d'industries, quoi !

Il cherche en vain un soutien public pour faire face à toutes ces difficultés:

- On n'a pas vu les politiques en France se mobiliser pour aider Rhodia. C'est clair. Actuellement, une partie de nos difficultés, c'est qu'on a un endettement qui est considérable. C'est de l'ordre de 2 milliards et demi d'euros. Pour survivre on emprunte des capitaux à des taux exorbitants et il n'y a aucune banque française qui nous prête. Il n'y a aucune banque européenne non plus. Et c'est des capitaux qui viennent exclusivement des États-Unis. Alors, vous imaginez ? Vous êtes lourdement endetté et vous renégociez votre dette parce que vous avez des échéances auxquelles vous pouvez pas faire face. En fait, on emprunte pour rembourser les échéances et on emprunte à 12,25%. J'ai pas le sentiment que l'Union européenne nous ait été d'un moindre secours dans cette affaire. C'est dommage parce que le rôle de l'Europe, ça devrait être aussi de se préoccuper de maintenir un certain nombre d'industries en activité pour avoir de l'emploi quand même en Europe parce qu'on a quand même un vrai problème d'emploi à régler en Europe. Si on veut faire plaisir au MEDEF\* - il faut toujours diminuer les droits des salariés, faut diminuer les charges sociales, faut diminuer le coût de la sécurité sociale, il faut diminuer le coût des retraites, il faut diminuer tous les coûts et puis tous les problèmes vont se régler comme par miracle. Moi, je ne crois pas que ça marche comme ça, quoi. En faisant ça, on marche sur la tête. Au contraire, il faudrait qu'au niveau de l'Europe, on mette un niveau de protection sociale de haut niveau pour tout le monde et des droits sociaux pour les salariés dans tous les pays de l'Union. La suppression des droits sociaux pour créer de l'emploi

parce que, soi-disant, les capitalistes, ils seront attirés par des salariés à bas prix. Je le vois très mal tout ça, quoi.

Mais est-ce que les entreprises peuvent mener une politique de croissance Keynesienne de leur propre initiative? La priorité de chaque entreprise est forcément sa propre santé, pas la situation macroéconomique. Pascal Montagnon du MEDEF (Mouvement des Entreprises de France) et de Renault Trucks:

- Je pense que l'on ne peut pas faire une réponse unique. Les entreprises aujourd'hui, certaines marchent très bien. Donc, en général, elles ont une politique de rémunérations attractives. Il y a d'autres sociétés qui souffrent. Faut pas l'oublier. Il y a des phénomènes de délocalisations qui sont importantes en raison de nos coûts salariaux qui sont importants et, ça, il ne faut pas les nier parce que nous, nous sommes? Moi, j'appartiens à une entreprise internationale donc on a des références de salaire internationaux, notamment dans les Pays de l'Est, notamment aussi en Chine, et je peux vous dire qu'aujourd'hui, c'est vrai que quand on compare à des productions qu'on pourrait faire dans tel ou tel pays, c'est clair que le coût de la main d'oeuvre, aujourd'hui, est devenu un sujet, je dirais, de tension quand on discute avec nos actionnaires.

Donc pour la direction il s'agit de faire un effort d'explication et de communication:

- Je pense qu'il y a pas de réponse toute faite mais il est clair qu'aujourd'hui qu'une proximité avec l'ensemble du management, l'ensemble des collaborateurs en expliquant le pourquoi on fait cette politique, je pense que l'on arrive à donner des réponses aux questions que les gens se posent.

Il s'agit aussi d'être attentif aux évolutions sociales pour mieux satisfaire les attentes des salariés:

-Vis-à-vis des jeunes, aujourd'hui, on a affaire à une population qui arrive, qui est beaucoup plus exigeante donc qui est formée, qui connaît beaucoup plus le monde de l'entreprise, qui a des attentes. Et ces attentes, ils souhaitent les voir exprimer, maintenant, très rapidement dans les entreprises et donc les jeunes ne souhaitent plus attendre 10, 15 ans avant de pouvoir évoluer pour atteindre des postes à hautes responsabilités. C'est très clair. Maintenant, au bout de quelques années, eh bien ce qu'ils souhaitent, c'est avoir très rapidement des responsabilités.

Des solutions individuelles, des explications du pourquoi... on en a beaucoup. Mais les réponses à la perception de l'injustice dans l'ordre libéral et les tensions qui ressortent d'une concurrence internationale de plus en plus vive, on ne les trouve pas. C'est sans doute pour ça que le mouvement de ras-le-bol\* général s'est transformé en un mouvement de protestation contre l'Union européenne. Malgré les bonnes intentions, l'UE est devenue le symbole de la délocalisation ultime... la délocalisation de la responsabilité.

On aurait tort de trop généraliser. Une minorité seulement est dans la rue; les gens qui regardent

passer les manifestants font parfois des réflexions acerbes:

- Est-ce que conserver l'acquis social, c'est de revenir, à chaque fois, sur toutes les réformes, d'être systématiquement opposé à la moindre réforme et de décider dans les rues ? La France est malheureusement paralysée par les syndicats qui manifestent à chaque réforme et je pense que ça ne contribue pas au rayonnement de la France, le jour où le C.I.O.\* est reçu à Paris, d'organiser une manifestation qui va tout bloquer, qui va bloquer les services publics, paralyser les services publics un jour où on essaye justement de montrer à l'étranger, justement pour les Jeux Olympiques, le rayonnement de la France et de son organisation.

Q'en pense la majorité silencieuse? Réponse le 29 mai, au référendum sur la Constitution européenne.

Liens:

[www.medef.fr](http://www.medef.fr)

[www.cggt.fr](http://www.cggt.fr)